

Vivre bien, plus longtemps, selon ses propres choix

Une série d'articles de Swiss Life rédigés par The Economist Intelligence Unit

Le contrat social change

- Alors que selon les estimations, **le taux de dépendance des personnes âgées** devrait doubler en Europe d'ici à 2050, seule la moitié du grand public semble s'inquiéter du coût des futures retraites.
- Plus des trois quarts des personnes interrogées en Allemagne et en Autriche dans le cadre du sondage de The Economist Intelligence Unit (EIU) **attendent de leur gouvernement qu'il finance les coûts** de leur retraite. En Suisse et en France, en revanche, 60% des participants estiment que cette responsabilité incombe aux retraités eux-mêmes.
- De nombreux seniors pourraient être incités à poursuivre leur carrière plus longtemps. Pourtant, **les seniors** font l'objet de nombreux licenciements et n'ont guère l'opportunité de partir à la retraite de manière progressive.

Atravers toute l'Europe, l'évolution démographique exerce une pression sur les systèmes de sécurité sociale. De nombreux gouvernements ont tenté de résoudre ce problème en augmentant l'âge légal de la retraite et en imposant aux employés la responsabilité d'épargner et d'investir. Cela entraîne des modifications dans le contrat social, et l'allongement de la vie professionnelle y jouera sans doute un rôle crucial. Néanmoins, il faudra encore persuader de nombreux employés de participer à cette évolution.

Dans le petit village de Saint-Priest, en Rhône-Alpes, le 15 février 2015 était un jour spécial. Et pour cause, on y fêtait le 113e anniversaire de Thérèse Ladigue, qui est ainsi devenue la doyenne des Français. Née à l'époque où la première Ford A était produite aux États-Unis, elle faisait partie des rares supercentenaires (les personnes âgées de plus de 110 ans).

Si, dans un futur proche, les supercentenaires continueront probablement à ne représenter qu'une petite part de la population française et européenne, l'augmentation de la durée de vie devrait entraîner un vieillissement spectaculaire de la société, ainsi qu'une hausse du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans, d'octogénaires, de centenaires et de supercentenaires. D'après l'Union européenne, le nombre de personnes très âgées (80 ans ou plus) devrait plus que doubler, passant de 26 millions en 2014 à 63,9 millions en 2080.

Les Européens seront-ils pris de court ?

Si l'on peut se targuer d'avoir sensiblement augmenté l'espérance de vie au cours du siècle dernier, ce qui est profitable au niveau individuel peut toutefois impliquer des défis au niveau national. En effet, combinée à la baisse du taux de natalité et au départ à la retraite des « baby-boomers » dans de nombreux pays, la hausse de l'espérance de vie engendre une pression importante sur les systèmes de retraite européens.

D'après les estimations, le taux de dépendance des personnes âgées, qui indique le nombre de retraités qu'une personne ac-

tive doit financer, devrait passer de 14,2% en 2012 à 34% en 2050. «La diminution de la population active et l'augmentation de la population des seniors exercent une pression considérable sur les systèmes de retraite européens et les finances publiques», affirme Axel Börsch-Supan, directeur du Munich Centre for the Economics of Ageing.

Il est pourtant surprenant de constater qu'une grande partie de la population ne semble guère préoccupée par cette situation. D'après un récent sondage réalisé par EIU auprès de plus de 1200 personnes en Allemagne, en France, en Autriche et en Suisse, seules 50% des personnes interrogées estiment que leur pays « est insuffisamment préparé à une augmentation des coûts de retraite ».

Quant à savoir à qui doit incomber le financement de ces coûts, les participants sont divisés. Si, à première vue, une large majorité cite le gouvernement, ces résultats varient grandement selon les pays. Ainsi, plus de 60% des participants suisses et français affirment que les retraités eux-mêmes devraient financer le coût des retraites, et une proportion équivalente en attend autant du gouvernement. En revanche, pour plus des trois quarts des personnes interrogées en Allemagne et en Autriche, la responsabilité incombe au gouvernement, tandis que moins de la moitié cite les retraités.

Les retraites complémentaires suffiront-elles à combler ce que le gouvernement ne pourra financer ? Pour plus de deux cinquièmes des personnes interrogées, ce sont les entreprises qui devraient financer la ma-

34%

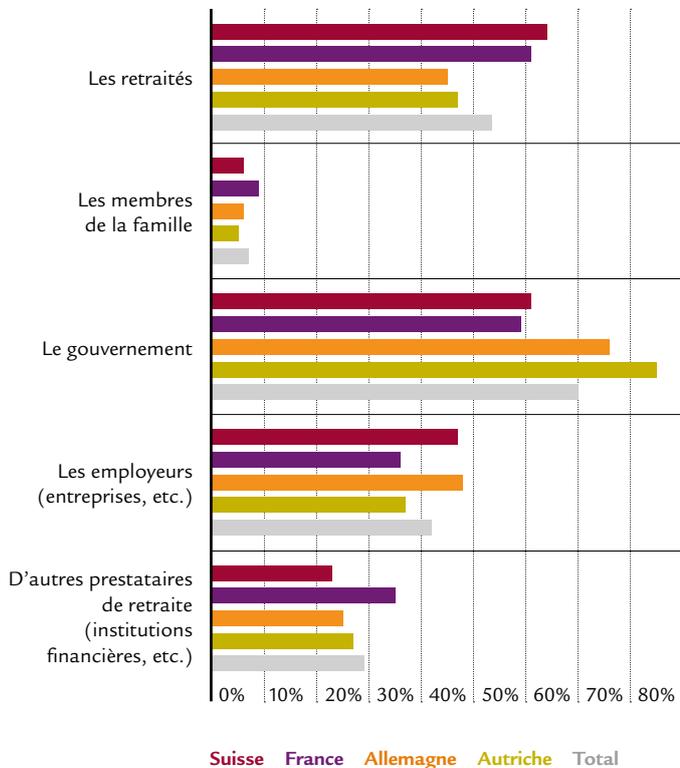
D'après les estimations, le **taux de dépendance des personnes âgées**, qui indique le nombre de retraités qu'une personne active doit financer, devrait passer de 14,2% en 2012 à 34% en 2050.

« La diminution de la *population active* et l'augmentation de la population des seniors exercent une pression considérable sur les systèmes de retraite européens et les finances publiques. »



Axel Börsch-Supan, directeur du Munich Centre for the Economics of Ageing.

Selon vous, qui devrait financer la majeure partie des coûts de la retraite ? (Veuillez sélectionner deux réponses)



jeune partie des coûts de retraite. Si, en Suisse et en Allemagne, ce chiffre est proche de 50%, il dépasse à peine un tiers (36%) en France, où une proportion similaire des participants cite les autres prestataires de retraite. Clairement, le contrat social évolue et les solutions proposées dépendront fortement des spécificités culturelles. De par l'augmentation de la durée de vie, et quelle que soit la répartition des coûts, les citoyens doivent se préparer à des vies plus longues et en meilleure santé. À cette fin, il faudra probablement conjuguer augmentation de la responsabilité individuelle et nouvelles directives gouvernementales.

Marche arrière dans la politique des retraites

De nombreux gouvernements européens, conscients du changement démographique, ont déjà entamé diverses réformes de leurs systèmes de retraite. Ces processus de restructuration ont des résultats contrastés. Certains pays ont mis en place des pénalités

pour les retraites anticipées (en Autriche, lors d'un départ à la retraite avant 65 ans, la retraite perçue est réduite de 7% pour chaque année séparant la personne de ses 65 ans); de nombreux autres ont décidé d'accorder des avantages à ceux qui ont opté pour une carrière prolongée; enfin, quelques pays, comme la Suède et la Finlande, travaillent également à l'amélioration des conditions de travail pour les seniors.

La réforme des retraites peut présenter des défis de taille, dans la mesure où les conséquences sont reportées sur la génération suivante. Par conséquent, les gouvernements subissent inévitablement des pressions pour revenir en arrière. Ainsi, le gouvernement français a récemment repoussé son projet de diminution de l'âge de la retraite et annoncé que les coûts annuels supplémentaires, estimés à 3 milliards d'euros (soit 3,34 milliards de dollars américains), seraient financés par une augmentation des charges salariales de 0,1%. L'Allemagne, quant à elle, a diminué l'âge légal de la retraite de 65 ans à 63 ans pour les personnes ayant commencé leur carrière jeune.

Pour le professeur Börsch-Supan, « cette baisse de l'âge de la retraite en Allemagne va bien évidemment dans le mauvais sens. Mais il s'agit d'une décision politique, d'une promesse faite à l'approche des dernières élections. Du reste, en Allemagne, nous avons connu plusieurs réformes efficaces des retraites au cours des 10 ou 15 dernières années. »

2,7%

Les dépenses de retraite allemandes devraient augmenter de 2,7% du PIB d'ici 2060. Elles figureraient alors parmi les dépenses les plus élevées d'Europe.

L'heure est à la réforme

Dans l'ensemble, d'après le rapport de l'OCDE Panorama des Pensions 2015 (Pensions at a Glance 2015), les réformes au sein de l'OCDE «ont contribué à grandement améliorer la viabilité des systèmes de retraite». En effet, selon les dernières estimations du Groupe de Travail de l'UE sur le Vieillessement, le rapport entre les dépenses publiques de retraite et le PIB devrait se stabiliser entre 2015 et 2060 dans la plupart des pays européens.

Toutefois, ces estimations peuvent cacher des différences entre les divers pays membres de l'UE. En effet, selon le rapport sur le vieillissement rendu en 2015 (*2015 Ageing Report*) par la Commission européenne, les dépenses de retraite allemandes devraient augmenter de 2,7% du PIB, passant de 10% en 2013 à 12,7% en 2060. Elles figureraient alors parmi les dépenses les plus élevées d'Europe. Sur la même période, la France, elle, prévoit une baisse de ses dépenses de retraite de 14,9% à 12,1%, soit une diminution de 2,8%. Si les dépenses de retraite de la France sont plus élevées aujourd'hui, son taux de natalité supérieur devrait lui permettre de réduire ces coûts.

Dans la plupart des pays, réformer les retraites prend du temps, mais certains d'entre eux fournissent des exemples utiles pour la mise en place de systèmes plus durables et globaux. Selon Markus Knell, chercheur à l'Austrian Nationalbank (la banque centrale autrichienne), de nombreux pays européens pourraient prendre exemple sur la Suède, qui a cherché à indexer les contributions et les retraites sur l'espérance de vie. «Le système de retraite suédois tient compte de l'évolution démographique», explique M. Knell. «De fait, une hausse de l'espérance de vie entraîne automatiquement une baisse des avantages – à moins, bien sûr, que l'on ne retarde sa retraite.»

Encourager la création d'un nouveau contrat

Malgré ces changements, une part croissante de la population reconnaît la nécessité d'un contrat social plus large et plus collectif, permettant de subvenir aux besoins financiers des seniors tout en assurant leur dignité et en leur fournissant des rôles épanouissants.

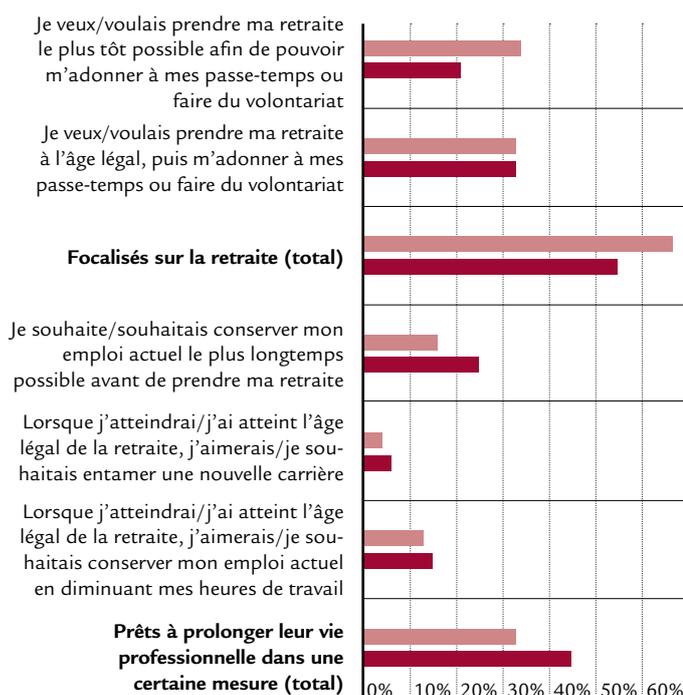
Par exemple, les politiques sociales peuvent inciter les employés à épargner davantage pour leur retraite grâce à des principes inspirés de l'économie comportementale, tels que le renforcement positif et les suggestions indirectes. «Je suis très favorable à ce genre de méthodes», affirme Keith Ambachtsheer, directeur émérite du Rotman International Centre for Pension Management (ICPM) à l'Université de Toronto. «On observe de l'inertie partout. Je pense que l'incitation à épargner est justifiée.»

L'envie de prendre sa retraite

Pour la plupart des experts, l'une des meilleures solutions pour diminuer la charge des retraites est d'inciter à travailler plus longtemps. Ainsi, les employés sont payés plus longtemps et soutiennent la production économique, contribuant à réduire le coût des retraites. «Nous devons davantage faire passer le message que travailler, et donc cotiser, plus longtemps est l'unique moyen d'obtenir des revenus convenables lors de la

Les attraits d'une carrière prolongée

Les participants au sondage ont exposé leurs préférences concernant l'emploi et la retraite



Suisse, France, Allemagne, Autriche 35-65
Suisse, France, Allemagne, Autriche +65

« En se rendant compte que leurs collègues et amis travaillent plus longtemps, *les gens pourraient modifier leur propre comportement.* »

Markus Knell, banque centrale autrichienne.

retraite», affirme le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, dans le rapport de l'OCDE Pensions Outlook 2014.

Comme évoqué plus haut, si la majorité des gens reconnaissent qu'un changement est nécessaire, une grande partie d'entre eux préférerait que celui-ci incombe à quelqu'un d'autre. D'après les résultats du sondage d'EIU, deux tiers des personnes interrogées désirent prendre leur retraite à l'âge légal traditionnel, et ce, quel que soit le pays. Il semble donc que les participants souhaitent conserver la tradition de la retraite au milieu de la soixantaine, indépendamment de la question de la longévité.

Cependant, le sondage démontre aussi qu'une fois retraitées, les personnes ayant déjà atteint cet âge peuvent revoir leur décision, un fait dont les politiques pourraient faire usage pour inciter les populations à rester actives plus longtemps. En tout, un tiers des employés se disent intéressés par la poursuite de leur carrière ou son renouvellement d'une manière ou d'une autre. Ce chiffre dépasse de loin la proportion de seniors actifs à l'heure actuelle dans les quatre pays étudiés.

Dans le canton suisse d'Argovie, le programme Campaign 50+ présente les avantages induits par le recrutement de personnes plus âgées. Il montre des affiches présentant des actifs âgés de plus de cinquante ans, mais en indiquant le nombre d'années d'expérience plutôt que l'âge. En 2014, le nombre de personnes âgées de plus de cinquante ans ayant obtenu un emploi en Argovie a augmenté de 52% par rapport à 2013. Valentin Vogt, le président de l'Union patronale suisse, affirme que pour subvenir aux besoins d'une population vieillissante, il faut s'occuper davantage de ce problème. Il ajoute qu'il existe «un besoin d'utiliser le plein potentiel du pays, et les employés seniors en font partie».

Il est clair que les entreprises ont, elles aussi, un rôle à jouer. La direction générale pour l'Emploi, les Affaires Sociales et l'Inclusion de la Commission européenne a commandé des recherches visant à étudier les raisons poussant les personnes de plus de 55 ans à arrêter de travailler. Les résultats ont démontré que les facteurs les plus communément évoqués étaient le manque d'op-

1/3

En tout, un tiers des employés se disent intéressés par la poursuite de leur carrière ou son renouvellement d'une manière ou d'une autre.

portunités pour prendre sa retraite progressivement, l'exclusion des programmes de formation et l'appréciation négative des employeurs. Les entreprises peuvent donc jouer sur tous ces aspects.

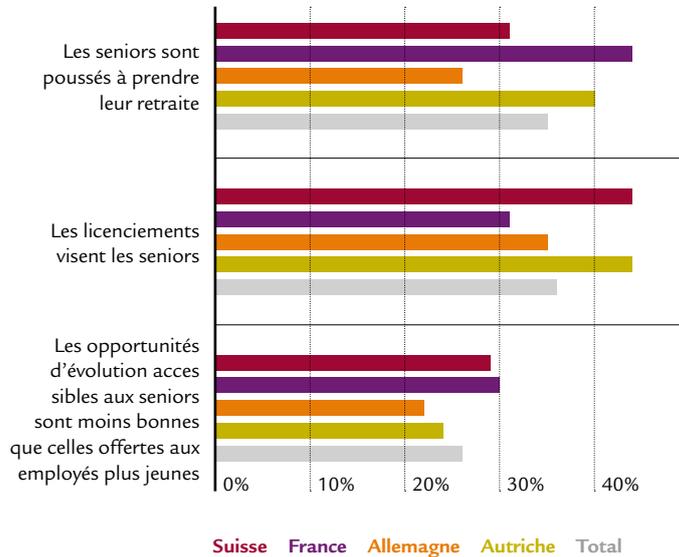
Créer un cercle vertueux

D'après les résultats du sondage d'EIU, les employeurs n'instaurent en général que peu de politiques en faveur des seniors. Les personnes sondées, tant celles de plus de 65 ans que les plus jeunes, ont notamment évoqué que les seniors sont poussés vers la retraite, que les licenciements les ciblent en priorité et que leurs opportunités d'évolution sont réduites. Par conséquent, si les politiques souhaitent retenir plus longtemps les employés dans la vie active, des changements seront nécessaires afin que les opportunités d'emploi demeurent intéressantes.

À la Nationalbank autrichienne, M. Knell évoque la possibilité d'un cercle vertueux: « En se rendant compte que leurs collègues et amis travaillent plus longtemps, les gens pourraient modifier leur propre comportement. » Toutefois, afin de convaincre les gens que la poursuite de leur vie professionnelle est plus intéressante que la possibilité de voyager, de gérer son temps libre et de passer davantage de temps avec sa famille, il faudra mettre en œuvre des démarches plus significatives et à plus grande échelle. Il existe de nombreuses opportunités pour promouvoir les avantages d'une carrière prolongée, d'un point de vue individuel comme d'un point de vue collectif, aussi bien auprès de la génération proche de la

Un monde du travail qui semble déprimant

Les problèmes du monde de l'emploi



retraite qu'auprès des plus jeunes. L'important est de ne pas chercher à forcer ceux qui désirent prendre leur retraite à continuer de travailler, mais de développer les opportunités pour ceux qui souhaitent poursuivre leur vie professionnelle.

Si vous aimez, partagez



Vous souhaitez davantage d'informations ?

*Group Communications
and Strategic Marketing
Tél.+41 43 284 77 77
media.relations@swisslife.ch*

*swisslife.com/hub
rethinkinglongevity.eiu.com*